

*Prestations d'adaptation pour les travailleurs*

est grand temps de nous raviser et de songer enfin aux possibilités d'emploi et à nos ressources disponibles. Il est temps de regarder le beau côté des choses et d'organiser notre ministère de la Main-d'œuvre de façon à recycler nos travailleurs et à les former à de nouveaux genres de travail. Bien sûr, notre monde en pleine évolution force les travailleurs à changer d'emploi. Nous ne pouvons le nier, mais ce qui est plus important, nous devons utiliser notre marché national pour le bien de notre industrie et aussi le bien de nos travailleurs. Aussi longtemps que nous refuserons de le faire, nous entre-tiendrons toutes sortes d'industries qui vont péricliter de façon cyclique. Il faudra alors leur accorder une aide à l'adaptation ou au rajustement.

**M. McDermid:** Elles seront désignées.

**M. Blenkarn:** Mon collègue dit qu'elles seront désignées. Nous en avons soupé des désignations. Nous aurions grandement besoin d'un gouvernement qui soit canadien d'abord, qui fasse travailler les Canadiens d'abord, qui offre aux Canadiens des possibilités au Canada et qui laisse notre marché aux Canadiens. Ce n'est pas parce que quelqu'un est en mesure de fabriquer une chaussure un cent moins cher que nous qu'il faut obliger nos ouvriers de la chaussure à se contenter d'une prestation dérisoire de 60c. jusqu'à 65 ans.

**M. Jack Shields (Athabasca):** Monsieur l'Orateur, je voudrais profiter de l'étude du bill C-78 pour féliciter le ministre du Travail (M. Caccia) d'avoir présenté son premier bill. Il doit sûrement en être fier. Je regrette, cependant que le projet de loi ne cherche vraiment pas à résoudre le problème des travailleurs canadiens. Je comprends parfaitement les sentiments du ministre quand il songe à ces travailleurs qui, ayant œuvré dans une industrie pendant 20 ou 25 ans, se retrouvent sans emploi du jour au lendemain, à cause du climat économique. Ce doit être éprouvant que d'assister à l'effondrement soudain de sa carrière.

● (2120)

Je dirai au ministre et au gouvernement qu'il ne faut pas chercher à régler les problèmes causés par l'économie, mais plutôt à soigner l'économie elle-même. Je ne pense pas qu'un homme qui a travaillé 20 ou 25 ans pour une entreprise désire la quitter, reconnaître qu'il ne peut rien faire d'autre, annoncer qu'après tant d'années l'usine ferme, qu'il est sans travail, qu'il ne peut plus faire vivre sa famille et doit s'inscrire au bien-être social; car c'est bien de cela qu'il s'agit. Ce n'est pas là ce que désire le chef de famille ni sa femme. Ce qu'ils veulent, c'est du travail.

Que faisons-nous pour cela? Le chômage bat tous les records au Canada. Il y a près d'un million de sans-travail chez nous. Pour la moitié au moins, il s'agit de jeunes de moins de 24 ans. Plus d'un demi-million de moins de 24 ans sont aujourd'hui en chômage au Canada.

Que faisons-nous pour eux? Nous ne nous attaquons pas à ce problème. C'est pour moi un perpétuel sujet d'étonnement que d'entrer à la Chambre, dans cette auguste enceinte, et d'y voir tous les cerveaux qui siègent du côté libéral et du côté conservateur, sans compter un ou deux autres du petit parti croupion rose, qui pourraient s'attaquer aux problèmes du pays. Au lieu de cela, nous consacrons d'un commun accord une journée à un bill qui est un simple palliatif. Bien sûr, il vise le problème d'une main-d'œuvre atteinte par la récession

économique qui ferme les usines et jette le personnel sur le pavé; cela mais rien d'autre.

Que faisons-nous pour l'industrie, affaiblie par le raid lancé contre le secteur énergétique, dans le centre ou l'ouest du Canada? A quel réaménagement procédons-nous pour remettre au travail et rentabiliser le secteur? Que faisons-nous pour attirer à nouveau les 300 tours de forage qui sont parties aux États-Unis, en Australie ou au Moyen-Orient? Rien du tout. Nous pataugeons.

Le gouvernement présente une politique énergétique nationale qui doit nous donner la propriété de l'industrie pétrolière. Voyons ce qui se passe. Le gouvernement emprunte de l'argent sur les marchés internationaux, à grands frais pour les Canadiens, afin d'acheter Petrofina. Cet argent, il doit aller le chercher sur les marchés internationaux. Il aurait pu laisser Petrofina sous contrôle étranger, en annonçant qu'un jour ou l'autre cette société devrait offrir aux Canadiens un certain pourcentage de ses actions pour se canadianiser davantage. Fixer par exemple un taux de propriété canadienne de 50 p. 100. Les Canadiens auraient alors pu juger qu'il s'agissait d'un bon placement boursier. C'était là une solution.

Lorsqu'on va emprunter sur les marchés étrangers, on doit de l'argent à l'extérieur du pays. Où est la différence? Où est la canadianisation dont parle tant le gouvernement? Ce n'est qu'une illusion, un mythe. Lorsque Petro-Canada a acheté Petrofina, les dollars sont passés d'une poche à l'autre et il est impossible de considérer les choses autrement. Cette société est toujours étrangère et le restera longtemps encore. Cela devient plus coûteux, car les dollars canadiens perdent de leur valeur et vont continuer à en perdre.

Dans le bill, le ministre nous dit que l'employeur et le gouvernement ont davantage de responsabilités à l'égard des employés qui perdent leur emploi. Pourquoi le perdent-ils? Qu'est-il arrivé à l'économie de notre pays pour que les usines ferment leurs portes, les faillites se multiplient et le chômage atteigne un niveau record? Pour remédier à cette situation, le ministre des Finances (M. MacEachen) se contente de graisser les rails afin que nous nous enfonçons davantage dans la récession. Mes électeurs de l'Athabasca sont effrayés, comme les citoyens de tout le pays, de voir ce qui arrive à notre pays.

Les Canadiens ne sont plus certains de garder leur emploi. Lorsqu'ils retournent chez eux, le soir, ils ne sont pas sûrs d'avoir encore leur emploi le lendemain. Ils ne sont plus certains d'être encore propriétaires de leur maison dans dix ans, car ils ignorent à combien s'élèveront les taux d'intérêt hypothécaires. Ils ne pensent plus avoir les moyens d'envoyer leurs enfants dans des écoles postsecondaires, dans des universités ou des écoles techniques pour leur assurer une belle carrière.

Notre société est en plein bouleversement. Nous vivons dans un beau pays. Nous sommes sans doute les gens les plus privilégiés au monde avec toutes les ressources naturelles dont nous disposons. Malheureusement, elles sont gaspillées par ce gouvernement incompétent qui n'est pas capable de voir autre chose que la politique. Il ne tient pas compte des intérêts du Canada. Le premier ministre (M. Trudeau) a de grands projets pour notre pays. Le destin doit suivre le cours que lui-même a choisi, sinon il changera le cours du destin. Je suis vraiment angoissé.